



APPEL A CONTRIBUTION POUR L'ATELIER n° « 18 »

« CRISES ET GOUVERNANCE EN AFRIQUE : QUE PEUT LE MANAGEMENT PUBLIC A TRAVERS SES
VISIONS, OUTILS ET VALEURS POUR LE CHANGEMENT ? »

Présidents(es) d'atelier

:

Mireille BITYE MENDOMO

**Université de Yaoundé II
-Cameroun**



Julien BENOMAR

**Université de Paris 1
Panthéon Sorbonne**



BAchir WADE

Université Cheikh Anta Diop De DAKAR



Felix ZOGNING N.

**Université de
Sherbrooke**



Geoffroy T. ALIHA

**Université d'Abomey-
Calvani
Benin**



Martial KADJI NGASSAM

Université de Douala



Djibril DIOUF

**Université Cheikh Anta Diop
De DAKAR**



Erick LEROUX

Université Paris 13 Sorbonne Nord



Coordonnées où transmettre votre proposition :

<https://airmap2023.sciencesconf.org/>

Track #18 - Crises and governance in Africa: What can Public Management Through its visions, tools and values for Change?

In a context of change and very evolving rupture, States and public organizations in Africa as everywhere else, face various tensions (economic, political, military, health, sociological crises, etc.) sources of harmful consequences on the functioning of societies and individuals, including governance crises. In calling for public action, the literature finds an imbalance between disciplines in crisis management. Seen from this angle, Rochet and Karamidas (2007) observe that political science, and to a lesser extent management science, seem to be behind on this theme compared to economics. We attempt to explore this reality in African territory by addressing the following research question: "To what extent can public management ensure effective crisis management in the interest of improving the governance of African states?" Specifically, what are the visions, tools and values of public management specific to the African terrain, likely to improve the governance of states and their branches in their face of crises?

1°. OBJECTIFS DE L'ATELIER

L'objectif de l'atelier est de mener une réflexion approfondie sur la problématique des crises en lien avec la gouvernance des États africains, d'apprécier l'impact du management public sur les changements socioéconomiques souhaités et éventuellement y identifier des pistes d'opportunités dans ce contexte précis. De manière spécifique, il est question de procéder à un diagnostic des visions, outils et valeurs du management public, propres au terrain africain et susceptibles de juguler les crises, vecteur des dysfonctionnements vécus dans les organisations publiques africaines.

2°. CONTEXTE, ENJEUX ET QUESTIONNEMENTS

La réponse à la question de savoir si les crises sont accidentelles semble négative dans la littérature car bon nombre d'écrits attestent que celles-ci remontent dans les années 1930 avec la crise mondiale, les chocs pétroliers en 1970, la montée du capitalisme, etc. Avec le développement triomphant de la mondialisation dans les années 1990, la situation n'a pas véritablement changé si on s'en tient aux travaux de Bost et Rosière (2018) qui déclarent : « *alors que les idées d'ouverture, d'intégration et de mobilité, étaient les mots-clefs, il est aisé aujourd'hui de souligner la paradoxale et progressive « fermeture » du monde qui paraît tout à la fois symptôme et cause des tensions actuelles* ». De ce point de vue, les crises apparaissent comme un phénomène dynamique qui se déplace dans le temps et l'espace du fait de la mise en œuvre des mécanismes qui sont censés les conjurer, malheureusement qui créent encore des problèmes plus graves. Au-delà des crises financières, économiques, militaires, stratégiques, et sanitaires, il y a aussi des crises électorales et constitutionnelles (crises de gestion et crises de succession) observées dans les territoires (Ayissi et Maia, 2012). Y compris les crises écologiques, alimentaires, de l'eau, de régime, humanitaires et certaines qui sont même sans qualificatif (Bartoli et Blatrix, 2012). La question des crises reste donc complexe et permanente car sujet à de nombreuses interprétations selon le cas.

En outre, quel que soit leurs formes, les crises traduisent la présence des transformations importantes, de mutations ou de ruptures, de dysfonctionnements majeurs, ou d'instantanés de forte turbulence qui naturellement affectent la gouvernance des États et de façon générale des sociétés (Bartoli et Blatrix, 2012). A titre illustratif, il convient de revenir sur les difficultés apparues avec la crise des *subprimes* de 2007 dans de nombreux pays et qui perdurent jusqu'à date: stagnation de la croissance dans les pays développés et ralentissement dans les pays émergents (Brésil entré en récession en 2016, difficultés en Argentine, Mexique, Afrique du sud, etc.), désindustrialisation des pays industrialisés et délocalisation de nombreuses activités vers les pays à bas salaires, tensions

boursières en Chine et dans la zone euro, retour à des formes de nationalisme économique (cas des États-Unis au travers de la politique « *America First* » lancée par Donald Trump). Il y a aussi lieu d'évoquer la légendaire crise Covid-19 qui se poursuit avec ses conséquences désastreuses aussi bien pour l'activité réelle et les revenus que pour les marchés financiers (Ajili, 2020). Et enfin la guerre actuellement en Ukraine dont les brutales conséquences socioéconomiques sur les pays africains étaient insoupçonnées avant le, début du conflit.

En Afrique, les crises sont également nombreuses : crises socioéconomiques, crises sanitaires, alimentaires, sécuritaires, sociopolitiques allant jusqu'à la crise de gouvernance largement discutée dans ce contexte précis (Faria, 2004 ; Bollée, 2016 ; Desmidt et Hauck, 2017 ; Gazibo, 2018 ; Metou, 2018). La plupart du temps, ces crises proviennent des tensions socio-culturelles, la colonisation (Cameron, 2010 ; Bityé, 2021) ; les conflits internes (Faria, 2004 ; Gazibo, 2018) et les causes structurelles : l'absence de moteur industriel, la dépendance agricole et la crise de subsistance, l'endettement des pays, et l'absence d'une bourgeoisie entrepreneuriale (Ahmed, 1993). Face à cette situation, toute politique actuelle de développement socio-économique et culturel devrait intégrer cette donnée dans les idées et les actes afin d'éviter les conséquences néfastes inattendues et indésirables. Le développement durable doit alors prendre le pas sur les actions à court terme (Kemadjou et Sunderlin, 1999) dont l'action publique apparaît comme étant un des leviers déterminants de changement (Gunderson et Holling, 2002).

Comme partout ailleurs, la gestion publique des crises en Afrique intéresse plusieurs acteurs nationaux et internationaux qui tentent d'identifier leurs sources (Faria, 2004 ; Desmidt et Hauck, 2017). A cet effet, des initiatives régionales, bilatérales et multilatérales en matière de gestion des crises dans ce contexte ont été prises de part et d'autre par les Etats du continent (Fernanda, 2004). Dans ce contexte, l'heure est aussi à la préservation de la paix et de la sécurité des États pour la prévention des conflits (sources d'instabilité). Dans une logique de modernisation de ses services et d'intégration des problématiques liées à la Responsabilité Sociales des Organisations (RSO) dans sa stratégie, l'administration publique est donc contrainte à « changer » (Bidi, Bane et Feige, 2017) pour assurer une gouvernance plus efficace.

Cela va sans dire que les questions de crises en relation avec la gouvernance et le management public, objet de notre réflexion, offre une multitude de disciplines s'intéressant à l'action publique du fait que les États et les organisations publiques se trouvent fortement interpellés par les enjeux et incidences sociétales de la crise. Lesquels, nécessitent des analyses d'ordre juridique, économique, sociologique, politique, gestionnaire... La littérature existante constate un déséquilibre concernant l'engagement des disciplines sus évoqué dans les analyses de la crise comme objet d'analyse. Du point de vue de Rochet et Karamidas (2007), la science politique, et dans une moindre mesure les sciences de gestion, semblent être en retrait sur cette thématique par rapport aux sciences économiques. Elles paraissent comme à distance dans l'activité de publications rendant compte de la crise comme objet d'analyse. Or, dans un environnement en mutation, les organisations doivent faire évoluer leurs missions et objectifs ainsi que leur modèle d'affaires. Ces mutations sont d'autant plus critiques dans le secteur public que les outils de gestion utilisés pour conduire le changement sont souvent mal adaptés dans cet environnement précis. Pourtant, les situations de crise pour les décideurs et organisations publiques, peuvent, sous certaines conditions se transformer en levier stratégique pour conduire le changement au sein des organisations (Rochet et Karamidas, 2007).

Le management public étant adaptatif face aux mutations (Bartoli et Blatrix, 2012 ; Fninou et Meyssonier, 2013), nous tentons d'analyser la problématique des crises en lien avec l'action publique et la gouvernance africaine en formulant la question de recherche suivante : « Que peut le management public pour garantir une gouvernance plus efficace des États africains ? ». En d'autres termes, quels sont les visions, outils et valeurs du management public propre au terrain africain et susceptibles d'améliorer leur gouvernance des États africains en proie aux multiples crises ? Y a-t-il possibilité de comparaison entre les territoires, quels sont les résultats et perspectives en termes de changement pour le développement durable ?

L'enjeu de cet atelier est de susciter la mobilisation des chercheurs et des praticiens autour d'une réflexion scientifique assez rarement traitée en Afrique et à l'issue de laquelle, il sera possible de tracer un schéma représentatif propre au terrain étudié en termes de visions, outils et valeurs du management public nécessaire pour garantir une meilleure prise de décision, susceptible de gérer les changements.

3°. TYPE DE CONTRIBUTION ATTENDUE

Les auteurs intéressés par cet atelier, sont invités à soumettre différentes contributions permettant de renforcer les connaissances sur le sujet traité en contexte africain. Les interventions des communicants pourraient principalement suivre les orientations suivantes : le bilan et statut des crises, états des lieux sur les visions, outils et valeurs déployés par les États et leurs démembrements et le degré d'implication du management public face aux crises ; l'exposition des disciplines de l'action publique post-crisis ; le jeu des acteurs face aux mutations et ruptures, perspectives post-régulation ; les politiques de management public susceptibles d'anticiper sur les crises ; les innovations en management public pour faire face aux crises ou pour en tirer des opportunités ; etc. Les domaines d'études concernent l'une des bases sectorielles du management des sociétés notamment : histoire, sociologie, administration, gestion, économie, politique, culture, santé, droit, développement, environnement, géostratégie, sécurité, écologie, etc. Le fil conducteur sera de présenter des papiers théoriques, des études de cas sectoriels ou des situations de gouvernance faisant observer les logiques d'un pays, d'une région, d'une ville, les innovations dont elles sont porteuses et les résultats en termes d'une gestion plus efficace des crises et d'amélioration de la gouvernance des États en Afrique.

4°. BIBLIOGRAPHIE INDICATIVE

AHMED, M. M. (1993), « La crise de l'économie soudanaise dans les années 1980 : Indicateurs principaux et causes structurelles », *Egypte/Monde Arabe*, 15-16, 10p.

AJILI, W. (2020), « La crise économique & financière Covid-19 : quelques repères de réflexion », *ResearchGate*, 7p. Voir <https://www.researchgate.net/publication/340769044>.

AYISSI, A. ET MAIA, C. (2012), « La gestion des crises constitutionnelles en Afrique : mandat et défis de la médiation internationale », *Annuaire français de relations internationales*, vol. XIII, pp. 173-198.

BAGAYOKO, N. ET KONE, F. R. (2017), « Les mécanismes traditionnels de gestion des conflits en Afrique subsaharienne », *Centre FrancoPaix en résolution des conflits et missions de paix*, Rapport de recherche 2, 55p.

BARTOLI A ET BLATRIX C, (2012) ; « Des sciences modestes de l'action publique ? Politiques et management public face à la crise », *Politique et Management Public*, 29, 3, pp.289-304.

BIDI, G., BANE, M. ET FEIGE, J. (2017), « Les administrations africaines à l'heure de la modernisation : la RSO comme facteur clé de succès au Sénégal », Lyon (France), 26^{ème} Congrès de l'AIMS - Sciences, technologies et management stratégique - ,09 Juin, 15 p.

BITYE M (2021). *Gouvernance africaine et caractérisation des paradoxes du NPM dans la fonction publique camerounaise*, Editions JFD, Montréal, Canada.

BOST, F., ET ROSIERE, S. (2018), « Crises et mutations contemporaines : approches géopolitiques et géoéconomiques », *L'Espace Politique*, 34, 1, 10p. Voir <https://journals.openedition.org/espacepolitique/4543>.

FERNANDA, F. (2004), « La gestion des crises en Afrique subsaharienne : Le rôle de l'Union européenne », *Occasional paper*, 55, 81p.

FNINOU, B., ET MEYSSONNIER, F. (2013). Un système de pilotage de la performance publique à dominante managériale : analyse de l'expérience de Dubaï. *Politiques et management public*, 30, 2, p. 241-259

GOURIELLEC, S. L. (2016), « Introduction - « des Afriques » : gestion de crises et résolution des conflits en Afrique subsaharienne », *Revue Défense Nationale*, 7, 792, pp. 19-19. Article disponible en ligne à l'adresse : <https://www.cairn.info/revue-defense-nationale-2016-7-page-15.htm>.

HEYER, E. ET TIMBEAU, X. (SD) (2020), « Perspectives économiques 2020-2021 », *OFCE Policy brief*, n°78, 24p.

KEMAJOU WADJA, J.P. ET SUNDERLIN, W. D. (1999), « L'Impact de la Crise Economique sur les Populations, les Migrations et le Couvert Forestier du Sud-Cameroun », Centre For International Forestry Research, *Occasional paper* 25, 23p.

ROCHET C. ET KERAMIDAS O., (2007) ; « La crise comme stratégie de changement dans les organisations publiques », *La Revue des Sciences de Gestion*, 6, 228, p 13-22.